



DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

## Commune de **BELMONT-TRAMONET**

---

### **PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)**

### **Modification n°2 du PLU**



### **NOTICE EXPLICATIVE**

---

## Table des matières

<b>1 Contexte de la démarche</b>	<b>3</b>
<b>1.1 Contexte</b>	<b>4</b>
1.1.1 Contexte supra communal	4
1.1.2 Contexte communal	4
1.1.3 Coordonnées du maître d'ouvrage	5
1.1.4 Objectifs de la modification du PLU	5
<b>2 Contenu de la modification</b>	<b>6</b>
<b>2.1 Présentation générale de la modification</b>	<b>7</b>
	<b>7</b>
<b>2.2 Evolution du rapport de présentation</b>	<b>14</b>
<b>3 Démarche réglementaire</b>	<b>15</b>
<b>3.1 Cadre réglementaire de la modification de droit commun du PLU</b>	<b>16</b>
3.1.1 La procédure de modification du PLU	16

# 1

## CONTEXTE DE LA DEMARCHE

## 1.1 CONTEXTE

### 1.1.1 CONTEXTE SUPRA COMMUNAL

Le territoire communal de Belmont-Tramonet s'inscrit notamment dans deux documents de planification majeurs :

- **Le SCoT de l'Avant Pays Savoyard**, approuvé le 30 Juin 2015.
- **Le SRADDET Auvergne Rhône-Alpes**, adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020, actuellement en cours de modification.

La commune de Belmont-Tramonet est dotée d'un PLU révisé, approuvé le 19 juillet 2018.

Une modification simplifiée n°1 du PLU est ensuite intervenue pour réadapter le règlement des destinations autorisées et interdites au sein du Parc d'activités Val Guiers, et de mettre en place plusieurs sous-secteurs économiques sur des sites d'activités existants.

Compétente en matière d'urbanisme, la commune peut mener cette procédure d'évolution de son document d'urbanisme.

### 1.1.2 CONTEXTE COMMUNAL

La commune de Belmont-Tramonet est située dans le département de la Savoie, au sein de la Communauté de Communes Val Guiers.

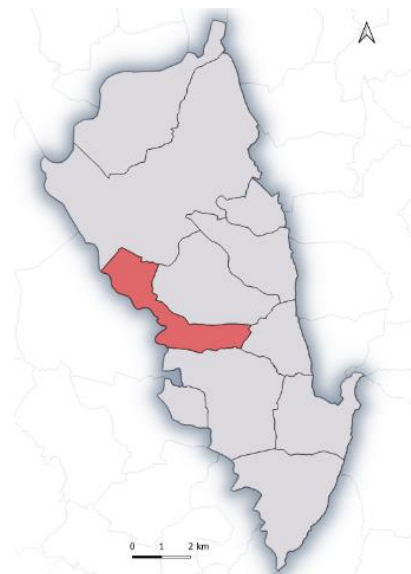
Sur le plan démographique, elle compte 523 habitants en 2020 (INSEE) et connaît une stabilité démographique comparé à 2008 (532 habitants).

Sur le plan économique, la commune recense 543 emplois en 2019 et son indicateur de concentration d'emploi, proche de 240, permet de qualifier la commune comme un pôle d'emploi à l'échelle locale. En effet, on recense sur le territoire 2,4 fois plus d'emplois que de personnes en activité. Le moteur économique de la commune est sans conteste le Parc d'activités Val Guiers, dont l'aménagement est porté par la Communauté de communes Val Guiers (CCVG). Ce site d'activités dispose actuellement d'une zone d'extension d'environ 6 hectares destinée au développement économique du territoire, non ouverte à l'urbanisation (zone 2AUe).

Le projet de modification n°2 du PLU concerne le devenir de cette zone 2AUe, qui ne présente aucune pérennité à moyen terme compte tenu de la caducité attendue sur cette zone à l'horizon 2027 (obligation introduite par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové). Aussi, les terrains, à vocation privée et de nature agricole à ce jour, ne sont pas voués à perdre leur vocation. La présente procédure vise ainsi à reclasser cette zone d'urbanisation future (2AUe) en zone agricole (A) conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles.



**Commune de Belmont-Tramonet.** *Source : Verdi*



**Belmont-Tramonet au sein de la  
C.C Val Guiers.** *Source : Verdi*

### 1.1.3 COORDONNEES DU MAITRE D'OUVRAGE

La procédure est portée par :

Commune de Belmont-Tramonet  
680 Route du Village  
73330 Belmont-Tramonet

### 1.1.4 OBJECTIFS DE LA MODIFICATION DU PLU

La procédure de modification n°2 du PLU de Belmont-Tramonet est engagée dans le but de reclasser une zone à urbaniser à vocation économique dite fermée (zone 2AUe) en zone agricole (A) conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

Plus précisément, il s'agit de mettre en œuvre les évolutions suivantes du règlement :

- Reclasser la zone **2AUe fermée à l'urbanisation** en zone **A** ;
- Supprimer les mentions relatives à la zone 2AUe au sein du règlement écrit.

# 2

## CONTENU DE LA MODIFICATION

## 2.1 PRESENTATION GENERALE DE LA MODIFICATION

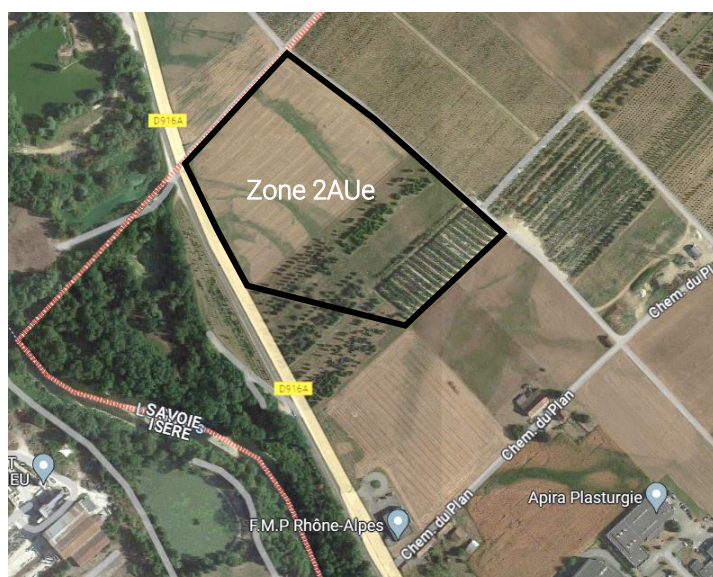
### 2.1.1.1 Contexte et justifications



Localisation de la zone 2AUe au PLU actuel

Localisation de l'enclave relative à la zone 2AUe au sein de la zone agricole A

Le règlement graphique du PLU en vigueur de Belmont-Tramonet identifie la zone 2AUe en discontinuité de la zone Ue représentant la ZAE Val Guiers. Quand bien même ce secteur de la commune n'est pas visé par l'application de la Loi Montagne, il s'agit d'une particularité qui fait distinguer le fuseau de la future LGV Lyon-Turin, dont le tracé est prévu au sud immédiat de la zone 2AUe. Cette future infrastructure constituera un front urbain artificiel au nord de la zone d'activités actuelle (Ue). Le maintien de la zone 2AUe au PLU renforcerait donc le constat d'une discontinuité avec la zone d'activités actuelle. La zone 2AUe représente à ce jour un tènement d'environ 6 hectares cerné par des terres classées en zone agricole (A). La totalité des terres classées dans la zone 2AUe présente à ce jour une occupation du sol de nature agricole, similaire aux terres alentours (zone A).



Vue orthophoto de la zone 2AUe du PLU actuel



Cette zone 2AUe est occupée par des terres appartenant à une activité agricole historiquement implantée sur le territoire communal : Les Pépinières Cholat, qui constitue l'une des plus grandes pépinières de France en hectares cultivés. Les parcelles situées dans la zone 2AUe accueillent notamment des plantations destinées aux activités de la pépinière.

D'un côté, Les Pépinières Cholat ont besoin de sécuriser le foncier agricole présent sur cette zone compte tenu de leurs activités existantes et futures. De l'autre, la vocation économique de la zone 2AUe portée au règlement graphique du PLU de Belmont-Tramonet ne se justifie plus à moyen terme, sachant qu'elle deviendra caduque à l'horizon 2027. La CC Val Guiers, qui avait anticipé au moyen de la révision du PLU de Belmont-Tramonet un projet d'extension de la zone d'activités Val Guiers, ne porte plus cette ambition à cet horizon. Ces deux constats convergent vers la solution envisagée de reclasser la zone 2AUe actuelle en zone A, conformément à l'occupation du sol actuelle des parcelles de la zone.

Cette évolution réglementaire laisse la possibilité de laisser ouverte la zone agricole à des nouvelles constructions, sous réserve d'être exclusivement destinées à cette vocation. Ce procédé permet aux Pépinières Cholat d'entrevoir plus aisément l'avenir de leur site global d'exploitation, qui présente un certain nombre de limites sur les bâtiments de la ferme situés au cœur du hameau de Tramonet, alors que l'activité enregistre ces dernières années un fort développement tant sur ses activités de production que sur l'occupation humaine et matérielle sur site.

En parallèle, la société a travaillé à affiner un projet de restructuration globale de son site d'exploitation.

### 2.1.1.2 Le projet agricole souhaité sur la zone

La société Pépinières Cholat porte en effet le projet de centraliser, sur un même site, la production, la commercialisation et l'expédition de ses produits. Plusieurs objectifs motivent ce projet :

- l'optimisation des flux ;
- l'amélioration des conditions de travail et la production ;
- la préservation de la qualité de vie du hameau de Tramonet.



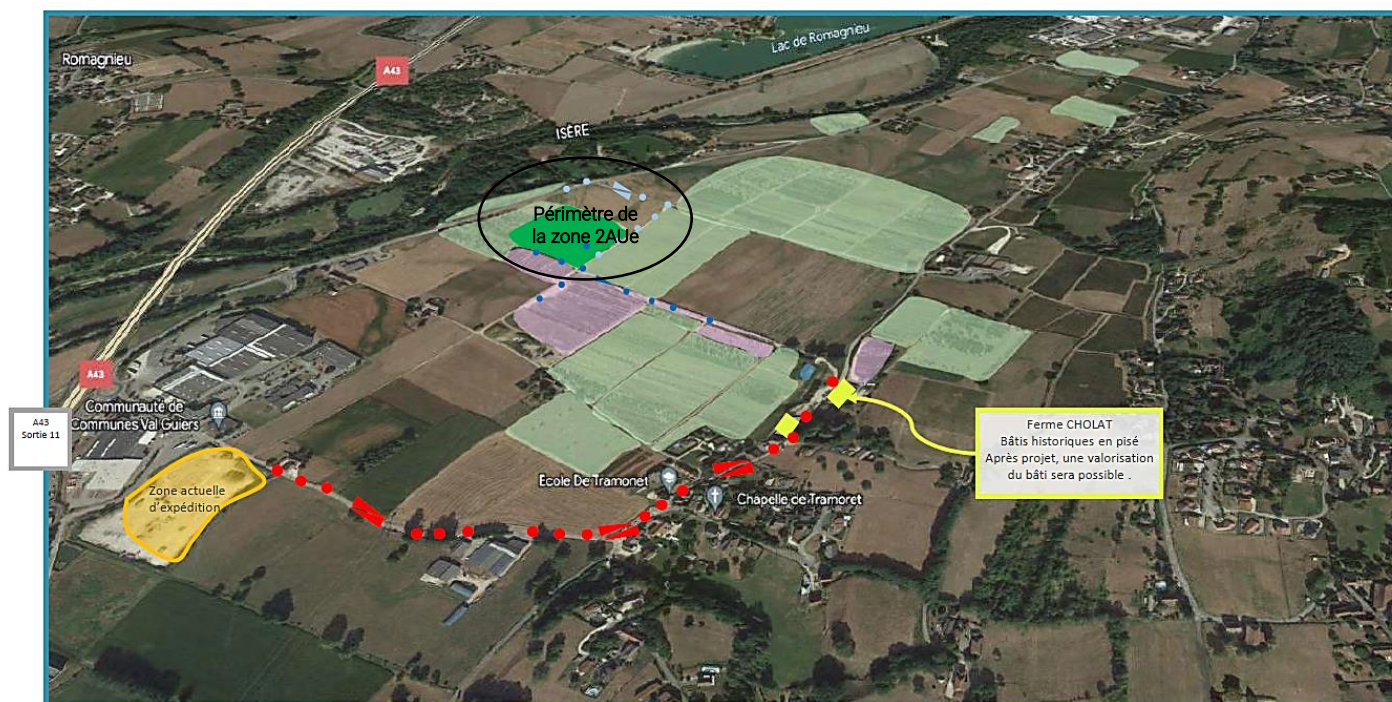
Actuellement notre site se situe dans un corps de ferme en pisé aménagé et deux algecos, le tout au cœur d'un hameau avec un fort dénivelé (260-230 m).

L'usage actuel de ces bâtis historiques emblématiques du patrimoine rural régional ne permet pas une mise en valeur optimale : stockage engins, terreau, matériaux divers, ... Il n'est pas exclu, dans le futur, que le bâtiment puisse évoluer dans son affectation.



**Présentation du siège actuel de l'exploitation et des bâtiments associés.** *Source : Pépinières Cholat*





- Plantations pleine-terre
- Plantations hors-sol
- Zone expédition jusqu'en juillet 2024
- Ferme CHOLAT– Bâts historiques;

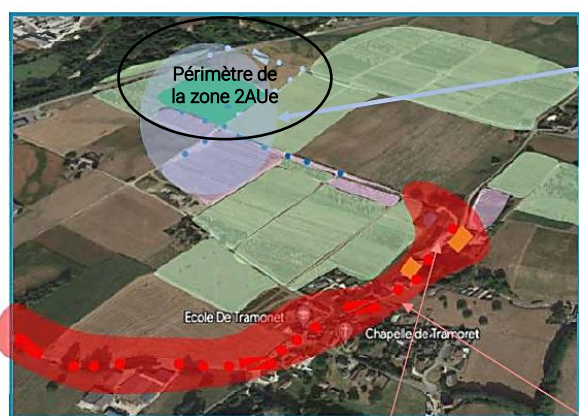
#### FLUX ACTUELS—Impactant centre hameau

- Distance zone d'expédition—siège exploitation: 1 km dont une partie **voirée étroite à sens unique**: engins et livraison matériel. Ex: livraison semi-remorques de tonnes de paillage, de terreau dans le hameau.

#### FLUX FUTURS: flux réduits & hameau

- Emplacement projet de plateforme
- Expédition d'arbres, livraison par semi-remorques de matériaux (paillage, terreau, ...)
- Circulation interne des engins de travail

## Principes d'évolution des flux repensés pour mieux sécuriser et moins polluer. *Source : Pépinières Cholat*



Nous voulons déplacer notre activité et la resituer dans le prolongement de notre zone hors-sol, **constituant ainsi une unité cohérente de production**. Plus notre site sera centralisé vers la voirie, moins le secteur résidentiel devra composer avec des flux contraignants de personnes et de biens.

Une vue aérienne conforte la cohérence de l'implantation souhaitée : on **concentre près des axes routiers, ferroviaires l'activité agricole** afin de **préservier le potentiel résidentiel et le patrimoine du village**.

Notre volonté est de garder une activité économique sur la commune tout évitant les nuisances en centre de hameau. Au vu de l'**accroissement de notre activité économique**, nous ne pouvons plus imposer aux résidents du hameau les flux induits. Nos équipes ont besoin d'un cadre de travail sécurisé et adapté. Notre production ne peut plus être assurée avec l'infrastructure existante.

Sans notre projet, la configuration comme elle se présente en 2024 comporterait un risque d'accidents trop élevé autant pour nos employés que pour les tiers. En 2024, sans la possibilité de déplacer notre production **les flux de semi-remorques chargées d'arbres devront repasser en zone résidentielle**, comme cela était le cas avant la location de la plateforme Belatrog dépendant avec cette fois une très forte augmentation du trafic, créant des nœuds de circulation.

Cette projection représenterait pour la zone résidentielle une nuisance aggravée. Les aménagements de voiries nécessaires ne sont pas possibles et dénatureraient le hameau à vocation résidentielle.



L'une des plus importante avancée : la réduction des risques d'accidents pour les tiers et pour nos équipes.

La route de Joudin, de par le dénivelé puis l'absence de courbe, est propice à l'accélération par les usagers. Or, entre la ferme et la pépinière des engins de levage, des camions et tous les véhicules du personnel se concentrent sur une portion étroite et accidentogène. Les abords de la plateforme offrent une bonne visibilité et les voies seront pensées et aménagées en prenant compte de la circulation des engins.

## Visuel de l'évolution des flux. *Source : Pépinières Cholat*



Les apports générés par ce projet seront les suivants :

- Réduire les flux et la pollution (cf. visuels et justifications apportées ci-dessus) ;
- Augmenter la qualité de vie des riverains par la préservation de la dimension résidentielle du hameau à travers :
  - o la réduction des nuisances sonores,
  - o le moindre endommagement des voiries,
  - o la réduction des risques d'accidents sur la voirie – la route de Joudin étant en ligne droite mais n'offre pas une bonne visibilité: de nombreux usagers arrivant à vive allure se retrouvent brutalement face aux engins agricoles circulant devant la ferme ;
- Garantir pour le site une activité propre, au bilan carbone positif et sans risque de contamination de l'air ou des nappes ;
- Garantir une activité économique là où les contraintes sont fortes : nuisance de catégorie 1 bande bruit liée à la future liaison ferroviaire Lyon-Turin et proximité de la route, proximité de la ligne haute-tension ;
- Contribuer à la mise en valeur du patrimoine historique : 3 bâtis en pisé pourront être mis en valeur, la fin du stockage des pots plastique et des camions. Les deux bâtis situés en parcelle 0142, rue de Joudin, à 140 mètres du lavoir.



Imperméabilisation des sols: la seule zone imperméabilisée est la zone du pourtour du bâtiment. Le parking client sera aménagé avec de l'evergreen TM

Projet envisagé comprenant l'implantation d'une future plateforme. *Source : Pépinières Cholat*



Objectif 2030 de la Région Aura: atteindre une production de 7149 GWh (739 en 2015)- chaque entreprise peut contribuer (1000m2/1000 Kwh/J) =0,3 GWh



Permettre de recevoir des partenaires locaux, écoles, pour développer une économie régionale solide et stimuler le recrutement.



### Un lieu transversal: valorisation du savoir-faire, formation au métier

Bâti rationnel dans sa conception et **sobre énergétiquement**, fonctionnel au service des équipes. Esthétique et durabilité, pour inspirer nos clients dans l'aménagement de leurs villes. Le vert est indissociable de la beauté et doit être un marqueur du développement européen urbain. Nous souhaitons que ce lieu puisse être, dans son développement futur, un lieu de formation, d'ouverture aux écoles. Il est difficile de recruter des personnes formées à la reconnaissance des végétaux. Dans ces nouveaux locaux, nous pourrions mettre en place des formations internes.



Projet envisagé comprenant l'implantation d'une future plateforme. *Source : Pépinières Cholat*

### Une aire agricole pour deux fonctions, selon la saisonnalité

#### 1) Zone de manutention : octobre à mars/avril

Toute la zone intérieure du merlon est une zone de travail, manutention, de préparation des végétaux dont l'emballage manuel des branchages pour le transport et la plantation. C'est la fonction de conditionnement et commercialisation des produits agricoles.



Photo de l'air de conditionnement avant 2020

#### Zone de production, cycle végétal : mars/avril à octobre

Toute la zone intérieure du merlon est dotée d'un système de micro aspersion. (système le plus économe en eau) pour une mise en culture à la suite de l'activité de conditionnement. Pour l'heure nous ne disposons pas d'ombrières amovibles pour ce type de culture mais nous envisageons cette installation..



Air de conditionnement actuelle



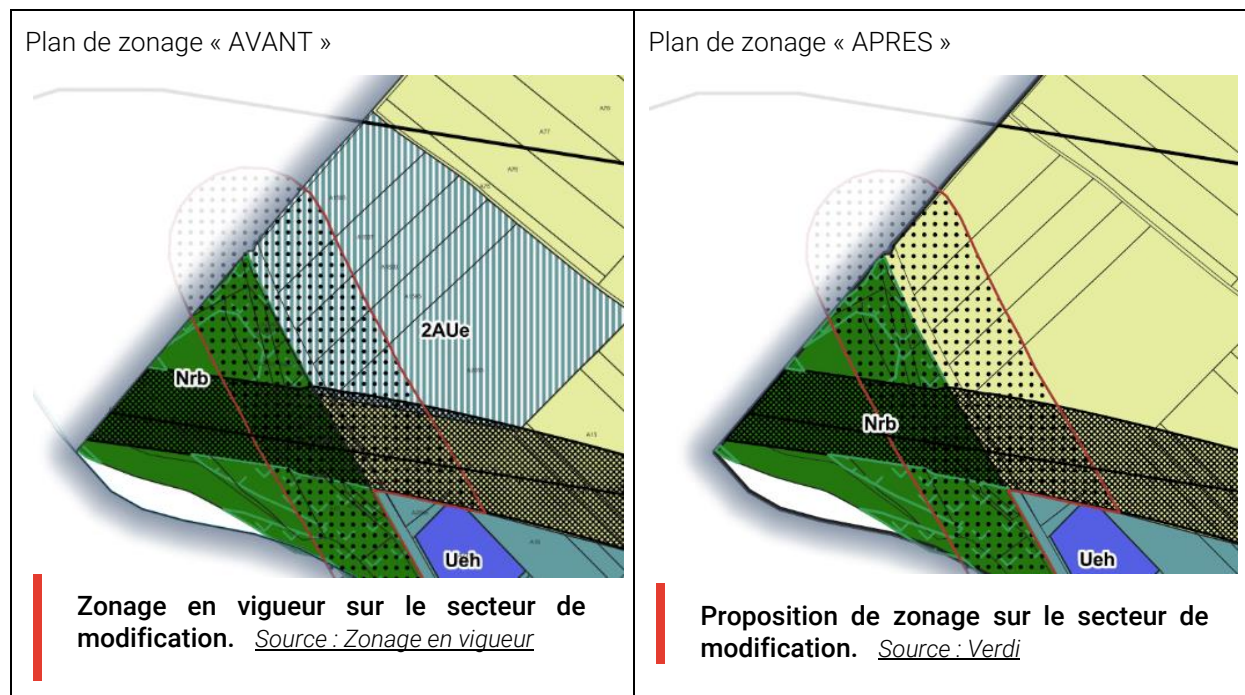
Projet envisagé comprenant l'implantation d'une future plateforme. *Source : Pépinières Cholat*



### 2.1.1.3 Traduction de cette procédure aux pièces réglementaires du PLU actuel

#### Sur le règlement graphique :

Ainsi, les modifications apportées au règlement graphique consistent à supprimer la zone 2AUe pour la rebasculer en zone agricole (A), représentant une surface exacte de 5,98 hectares.



#### Sur le règlement écrit :

Les mentions du document portant sur les dispositions réglementaires de la zone 2AUe sont supprimées.

## **ZONE 2AUe**

### **CARACTÈRE DE LA ZONE**

~~Il s'agit d'une zone d'urbanisation future destinée à l'accueil d'activités industrielles et artisanales. La zone constitue une extension du parc d'activités de Val Guiers et doit en ce sens conforter la polarité que représente ce secteur.~~

~~Elle pourra être ouverte à l'urbanisation par une procédure de modification du PLU ou par toute autre procédure adaptée en vigueur.~~

Extrait du projet de règlement écrit « Avant-Après ». *Source : Verdi*

## ~~SECTION 1 – NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL~~

---

### ~~ARTICLE 2AUe 1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES~~

~~Toute occupation est interdite.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES À DES CONDITIONS PARTICULIÈRES~~

~~Aucune occupation n'est admise sous condition.~~

## ~~SECTION 2 – CONDITIONS DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL~~

---

### ~~ARTICLE 2AUe 3 – ACCÈS ET VOIRIES~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 4 – RESEAUX~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 5 – CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 6 – IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 7 – IMPLANTATION PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MÊME PROPRIÉTÉ~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 9 – EMPRISE AU SOL~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 10 – HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 11 – ASPECT EXTÉRIEUR~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 12 – STATIONNEMENT~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 13 – ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS~~

~~Article non réglementé.~~

## ~~SECTION 3 – PERFORMANCES ÉNERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES ET COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES~~

---

### ~~ARTICLE 2AUe 14 – PERFORMANCES ÉNERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES~~

~~Article non réglementé.~~

### ~~ARTICLE 2AUe 15 – COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES~~

~~Article non réglementé.~~

Extrait du projet de règlement écrit « Avant-Après ». *Source : Verdi*

## 2.2 EVOLUTION DU RAPPORT DE PRESENTATION

La présente notice constitue un additif au rapport de présentation du PLU et se substitue aux justifications visant les zones concernées.

En traduction des évolutions apportées au règlement graphique, le tableau des surfaces évolue comme suit :

Zone	Surface avant modification (ha)	Surface après modification (ha)
2AUe	5,98	0
A	315,08	321,06

**Evolution du tableau des surfaces avant et après la modification n°2 du PLU**



# 3

## DEMARCHE REGLEMENTAIRE

# 3.1 CADRE RÉGLEMENTAIRE DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLU

## 3.1.1 LA PROCEDURE DE MODIFICATION DU PLU

### 3.1.1.1 Cadrage réglementaire

La procédure de modification est définie par l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme.

La procédure de modification peut être conduite à condition que les évolutions n'aient pas pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser

Par ailleurs, et conformément aux dispositions de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme, le projet de modification doit s'inscrire dans les orientations du PADD en vigueur.

Au vu des éléments présentés ci-avant, la modification de droit commun est la procédure appropriée pour mener à bien l'évolution souhaitée du Plan Local d'Urbanisme de Belmont-Tramonet.

### 3.1.1.2 Textes régissant la procédure de modification du PLU

**Article L153-36** : Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

**Article L153-37** : La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

**Article L153-41** : Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le Maire lorsqu'il a pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

**Article R153-20** : Font l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 :

- 1° La délibération qui prescrit l'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme et qui définit les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation. Il en est de même, le cas échéant, de l'arrêté qui définit les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation lors de la modification du plan local d'urbanisme;
- 2° La délibération qui approuve, révisé, modifie ou abroge un plan local d'urbanisme ;

3° Le décret ou l'arrêté prononçant la déclaration d'utilité publique prévue à l'article L. 153-58 ;

4° La décision ou la délibération prononçant la déclaration de projet ainsi que la délibération ou l'arrêté mettant le plan en compatibilité avec la déclaration de projet dans les conditions prévues à l'article L.153- 58;

5° La délibération qui approuve la modification ou la révision du plan local d'urbanisme ainsi que l'arrêté mettant le plan en compatibilité en application de l'article L. 153-53.

**Article R153-21** : Tout acte mentionné à l'article R. 153-20 est affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il est en outre publié :

1° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus;

2° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales, s'il existe, lorsqu'il s'agit d'une délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale comportant au moins une commune de 3 500 habitants et plus ;

3° Au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ;

4° Au Journal officiel de la République française, lorsqu'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat. Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. L'arrêté ou la délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

### **3.1.1.3 Déroulé de la procédure de modification de droit commun du PLU**

#### **1. Lancement de la procédure**

La procédure de modification a été prescrite par un arrêté du Maire de Belmont-Tramonet, rappelant les objectifs de la modification du PLU, en date du 31 août 2023.

#### **2. Concertation**

Le projet de modification du PLU peut s'accompagner d'une concertation facultative.

#### **3. Notification aux Personnes Publiques Associées**

Le projet de modification est notifié au Préfet, au Président du Conseil Régional, au Président du Conseil Départemental, et au Président du syndicat responsable du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) concernant la commune, la Chambre d'Agriculture, la Chambre des Métiers et la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi que les services concernés de la Direction Départementale des Territoires de Savoie, et tout organisme ayant fait la demande d'être associé à la démarche de Modification n°2 du PLU de Belmont-Tramonet.

#### **4. Enquête publique**

Préalablement à l'approbation de la modification du PLU, le dossier doit être soumis à enquête publique. L'enquête publique est régie par le code de l'environnement. Elle est d'une durée minimum de 30 jours auquel

il convient d'ajouter 1 mois pour que le commissaire enquêteur puisse remettre son rapport. Le dossier mis à l'enquête contient :

- La notice explicative, exposant les objectifs, le contexte, les motivations et les justifications des évolutions envisagées,
- Les pièces du dossier concernées par la modification (pièces avant et après modification),
- Les avis des personnes publiques associées, ou, à défaut, la preuve de leur saisine.

## **5.      *Approbation***

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification est amendé des éventuelles remarques issues de la prise en compte des avis des personnes publiques associées et du Commissaire Enquêteur avant d'être approuvé par délibération du Conseil municipal.

## **6.      *Diffusion du dossier***

Le dossier de PLU modifié est adressé à la DDT, aux services fiscaux et autres services éventuels en fonction de l'objet de la modification.